

Département
SAONE ET LOIRE
Canton
SAINT REMY
Commune
SAINT-REMY

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 009/26

ARRETE DU MAIRE

**Objet : Réglementation circulation**

Le Maire de la Commune de Saint-Rémy,

Vu le Code de la Route, notamment son article R 411-8,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2211 et suivants,

Vu le Code Pénal notamment l'article R 610-5,

Vu les travaux prévus par les services techniques de la commune de Saint-Rémy,

Considérant qu'afin de permettre des travaux d'élagage des arbres rue Copernic, rue Martorez, rue de la combe et quai Bellevue, il est nécessaire de réglementer la circulation dans ce secteur

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Du lundi 16 février 2026 à compter de 08 heures 00 jusqu'au vendredi 20 février 2026 17 heures 00, les employés du Centre Technique Municipal de la ville de Saint-Rémy accompagnés de l'entreprise AR'Branché sont autorisés à travailler les arbres rue Copernic, rue Martorez, rue de la combe et quai Bellevue. Un alternat de circulation sera mis en place pour la rue de la Combe et le quai Bellevue.

### ARTICLE 2 :

La signalisation conforme à la réglementation sera fournie, mise en place et entretenue par les services techniques de la commune de SAINT-REMY.

### ARTICLE 3 :

Madame la Directrice Générale des Services, le Commissariat de Police de Chalon-sur-Saône, Monsieur le responsable de la Police Municipale de Saint-Rémy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 4 :

Cet arrêté peut être contesté dans les 2 mois à compter de sa notification, soit auprès de Madame le Maire pour un recours gracieux, soit auprès du Tribunal administratif de Dijon qui peut être saisi via l'application Téléréours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) pour un recours contentieux.

### ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera notifié au Centre Technique Municipal et publié conformément aux dispositions de l'article L 2122-29 et l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à SAINT REMY, le 12 janvier 2026.

Florence PLISSONNIER

Maire



Notifié le 13/01/26